Fra Det Kgl. Biblioteks tekstportal (tekster.kb.dk)

Forfatter: Moltke-Hvitfeldt, Gebhard Léon

Titel: BREV TIL: Rosenørn-Lehn, Otto Ditlev FRA: Moltke-Hvitfeldt, Gebhard Léon (1870-07-18)

Citation: Moltke-Hvitfeldt, Gebhard Léon: ”BREV TIL: Rosenørn-Lehn, Otto Ditlev FRA: Moltke-Hvitfeldt, Gebhard Léon (1870-07-18)”, i *Det nordslesvigske Spørgsmaal, 1864-1879 - aktstykker og breve til belysning af den danske regerings politik (2. bind)*, Henrik Koppels Forlag, s. 493. Onlineudgave fra Danmarks Breve: https://tekster.kb.dk/text/letters-001825006-002-shoot-L0018250060020324.pdf (tilgået 24. april 2024)

Anvendt udgave: Det nordslesvigske Spørgsmaal, 1864-1879 - aktstykker og breve til belysning af den danske regerings politik (2. bind)

Ophavsret: Materialet er fri af ophavsret. Du kan kopiere, ændre, distribuere eller fremføre værket, også til kommercielle formål, uden at bede om tilladelse. Husk altid at kreditere ophavsmanden.

Læs Public Domain-erklæringen

Grev Moltke-Hvitfeldt, Gesandt i Paris, til Udenrigsminister Baron Rosenørn-Lehn.
Paris, 18 juillet 1870.
(soir).

Monsieur le Baron,

Monsieur le baron Duperré, chef du cabinet de monsieur le ministre de la marine, m'ayant fait part hier dans l'après midi d'une nouvelle parvenue à la connaissance de l'amiral Rigault de Genouilly d'après laquelle la Prusse aurait pris vis-à-vis du Danemark une attitude comminatoire tendant à lui imposer une déclaration de neutralité absolue en présence des événements, je me rendis dans la soirée au ministère des Affaires étrangères afin d'obtenir des renseignements s. 494positifs à cet égard. M. de Ring, souschef du cabinet venait de m'aborder dans le salon où je l'attendais lorsque monsieur le duc de Gramont entra et m'ayant apperçu me pria de le suivre dans son cabinet. Dès que nous fûmes seuls, le ministre me donna l'assurance que la nouvelle parvenue à l'amiral Rigault de Genouilly avait été singulièrement exagérée, M. de St. Férriol n'ayant exprimé que la crainte d'une éventualité et non pas annoncé un fait accompli; il me dit ensuite qu'il désirait me parler sur notre situation en regard de la guerre actuelle. »Les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons sont également graves pour vous, me dit M. de Gramont; l'occasion de rentrer, du moins en partie, en possession de ce que vous avez perdu, se présente aujourd'hui. Je sais qu'en Danemark des courants en sens divers existent en ce qui concerne le territoire dont il serait avantageux de rentrer en possession; quelques personnes pensent qu'il faudrait le cas échéant se contenter de la partie danoise du Slesvig, d'autres opinent en faveur du Slesvig tout entier; il y en a enfin qui désireraient que l'on rentrât en possession de tout le territoire perdu en 1864. Je ne suis pas de l'avis de ces derniers, je crois que le Holstein serait un vilain cadeau à faire au Danemark et je pense que la rétrocession du Slesvig entier répondrait le mieux à vos intérêts. Si, comme nous l'espérons, la guerre est heureuse, notre but est d'amoindrir le plus possible la Prusse; le Slesvig serait donc le prix d'une alliance avec la France. C'est dans ce sens que je vais écrire à M. de St. Férriol afin qu'il fasse les ouvertures nécessaires à votre gouvernement, et je tenais à vous en prévenir afin que de votre côté vous fussiez à même d'en référer à Copenhague.«

J'ai répondu à M. de Gramont que je me trouvais absolument sans aucune instruction depuis qu'a surgi l'incident qui a eu des suites si graves. Je lui ai dit qu'il ne pouvait douter que toutes nos sympathies et tous nos voeux fussent pour la France, mais j'ai ajouté qu'il ne devait pas perdre de vue s. 495que nous nous trouvions vis-à-vis de la Prusse dans une position exceptionnellement dangereuse, qu'en prenant fait et cause pour la France nous risquions notre existence toute entière et que je croyais que dans les circonstances présentes il était d'une extrême importance tant pour la France que pour le Danemark que le drapeau français fit le plus tôt possible acte de présence dans les eaux de la Baltique.

»Je me rends parfaitement compte, répliqua M. de Gramont, des dangers auxquels vous vous exposeriez en prenant dès à présent une attitude hostile vis-à-vis de la Prusse; aussi ai-je émis l'opinion au Conseil des ministres lorsqu'il a été question du Danemark, que nous ne pouvions vous demander de vous prononcer en notre faveur que lorsqu'il y aurait des points de jonction entre les deux pays. Nous désirons et croyons utile que vous restiez provisoirement neutres en nous donnant l'assurance secrète qu'au moment opportun vous vous déclariez pour nous.«

Tel est, Monsieur le Baron, le résumé exact de cette première conversation avec M. le ministre des Affaires étrangères.

Encore le même soir, je reçus un billet de M. de Favernay me priant de me rendre le lendemain, c'est à dire aujourd'hui, au ministère des Affaires étrangères à 4 h. ½, M. le duc de Gramont désirant m'entretenir d'une affaire importante. Une invitation dans le même sens fut adressée dans la soirée à M. le général de Raaslöff qui se trouve à Paris depuis quelques jours.

Conformément au désir qui nous avait été exprimé nous nous rendîmes, le général Raaslöff et moi, au rendez-vous indiqué après nous être concerté sur le langage à tenir. Je suis, pour ma part, fort heureux que M. de Raaslöff qui part demain soir et aura l'honneur de remettre ce très-humble rapport entre les mains de Votre Excellence ait pris part à cette entrevue. Le général pourra communiquer à Votre Excellence l'impression qu'il a reçue de cette conversation. Sa s. 496présence offrait encore un avantage; n'ayant aucun caractère officiel, il a pu, plus facilement que je n'eusse pu le faire moi-même, aborder le fond d'une discussion pour le cas où l'éventualité d'une alliance avec la France se réaliserait.

Après avoir dit au général de Raaslöff savoir qu'il avait vu l'Empereur hier, M. le duc de Gramont aborda de suite le sujet dont il avait désiré nous entretenir. »Ce que nous souhaitons, dit-il, c'est que le Danemark reste neutre jusqu'au moment où sa sécurité et ses intérêts lui permettront de se déclarer en faveur de la France; je dis sécurité, ajouta-t-il, attendu qu'il est autant dans notre intérêt que dans le vôtre que vous ne vous prononciez pas contre la Prusse avant le moment opportun.« Après avoir fait observer au ministre qu'il n'avait actuellement aucune position officielle, M. de Raaslöff lui dit que la position du gouvernement du Roi était naturellement des plus difficiles attendu que la Prusse pouvait d'un instant à l'autre prendre une attitude comminatoire vis-à-vis du Danemark; il ajouta qu'en présence de cette éventualité il était de la plus

haute importance qu'une escadre française se rendît au plus tôt dans la Raltique afin d'écarter, dans la mesure du possible, un danger qui aurait nécessairement pour résultat de placer le gouvernement du Roi dans une situation des plus pénibles. M'étant énoncé dans le même sens et ayant demandé à M. de Gramont s'il avait reçu depuis hier quelques communications de M. de St. Férriol, il répondit: »Je n'ai rien reçu de Copenhague depuis que je vous ai vu hier; quant à l'importance de la présence de la flotte française dans la Raltique dans le plus bref délai possible, je l'apprécie parfaitement. D'ici à six ou sept jours, continua le ministre, une escadre cuirassée, supérieure à celle de la Prusse, se trouvera dans les eaux danoises. Sa présence écartera, je l'espère, le danger de voir la Prusse prendre à votre égard une attitude menaçante«. Ayant demandé à M. de Gramont s'il n'avait pas eu la pensée de s. 497procéder vis-à-vis du Danemark ainsi qu'il l'avait fait vis-à-vis de la Belgique, il m'a répondu négativement; il m'a dit qu'il ne plaçait pas le Danemark dans la même catégorie que la Belgique et qu'il y aurait des inconvénients à son avis à provoquer en regard des éventualités futures, une déclaration formelle de neutralité.

Revenant à l'importance qui se rattache à ce qu'il ne se produise aucun indice de nature à provoquer les suspicions du cabinet de Berlin à notre égard, je dis à M. de Gramont que j'avais tenu ces derniers temps un langage des plus réservés, circonstance qui avait donné lieu à la rumeur que le Danemark et son représentant à Paris montraient dans la circonstance présente de la froideur. Tout en donnant l'explication d'une réserve qui m'a paru nécessaire je n'ai pas dit à M. de Gramont que c'est l'impératrice, qui, à ce qu'on m'assure, s'est exprimée dans ce sens. Le ministre a compris que je ne pouvais sans imprudence agir autrement et m'a même offert, si cela me convenait, de faire répandre par les journaux anglais la nouvelle que le Danemark comptait conserver une attitude de neutralité. D'accord avec M. de Raaslöff j'ai cru devoir accepter la proposition de M. de Gramont qui ne saurait avoir aucun inconvénient.

Le général de Raaslöff reprit à ce moment la conversation interrompue pendant quelques instants en demandant à M. de Gramont s'il avait adressé à M. de St. Férriol quelques communications au sujet de ce qui devrait, à son sens, constituer la base d'une alliance éventuelle entre la France et le Danemark. Le ministre répondit qu'il ne s'était pas expliqué sur ce point dans la communication télégraphique qu'il avait adressée à M. de St. Férriol; il ajoute que la rétrocession du Slesvig lui semblait devoir être le prix du concours qui serait donné à la France. Le général exprima alors l'avis qu'en regard des dangers auxquels s'exposerait le Danemark en prenant part à la guerre, il lui semblait naturel que la France prît de son côté l'engagement de ne pas condure s. 498la paix sans avoir stipulé avec la partie adverse la rétrocession au Danemark du territoire accepté d'un commun accord comme étant le prix de l'alliance. — M. de Gramont répondit qu'il n'était pas très disposé à contracter une obligation de cette nature qui, le cas échéant, pouvait au moment de la signature de la paix offrir des inconvénients sérieux et qu'il préférerait que l'on tombât d'accord sur un maximum et un minimum de territoire ce qui donnerait aux négociations éventuelles de paix une plus grande latitude. M. de Raaslöff ayant insisté sur la nécessité d'un engagement dans le sens indiqué par lui, M. de Gramont finit par s'exprimer de manière à ce que M. de Raaslöff et moi avons compris qu'il admettait le principe. Notre entretien se termina, le ministre qui avait une carte géographique devant lui ayant manifesté l'opinion que la France pouvait accepter comme minimum du territoire à rétrocéder au Danemark, le Slesvig tout entier; M. de Gramont ajouta toutefois que n'en ayant pas encore causé avec l'Empereur, ses paroles à cet égard ne devaient pas être considérées comme ayant un caractère définitif.

32

Quoique M. de Gramont ne se soit pas prononcé sur le chiffre des troupes qui seraient envoyées dans la Raltique, — fait sur lequel il n'a encore été pris ici aucune résolution définitive, — il s'est toutefois exprimé de manière à ne laisser subsister aucun doute sur la question de l'envoi d'un corps de débarquement. Les instructions envoyées à M. de St. Férriol lui permettront peut-être de s'expliquer plus catégoriquement sur ce point.

Avant de quitter le ministre il nous dit qu'il croyait que les deux armées ennemies seraient fortement engagées d'ici à quinze jours. »Nous avons, nous dit-il, neuf, dix ou onze jours d'avance sur les Prussiens en ce qui concerne les préparatifs militaires; [1]) nous en aurions eu encore davantage s. 499si nous avions pu, ainsi que nous le désirions prolonger la durée des négociations; malheureusement il y a eu insulte de la part du Roi de Prusse et ce fait a nécessairement eu pour résultat de faire cesser instantanément tous les pourparlers.

L'impression que j'ai reçue de mes dernières conversations avec les personnes appartenant aux sphères gouvernementales est celle que l'on espère ici qu'une première victoire gagnée sur les Prussiens aura pour conséquence de décider les puissances encore hésitantes aujourd'hui à se déclarer en faveur de la France. . . .

[Om den for Preussen gunstige Stemning i Sydtyskland og om den franskvenlige Stemning i Italien og Østrig.]

L. Moltke-Hvitfeldt.

Depeche Nr. 62.